

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

A compléter par le candidat

Rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Rayer les mentions inutiles

Externe

Pour l'emploi de : Inspecteur des finances publiques

Épreuve n° : 1

Matière : Note de synthèse - CAC

Date : 16/09/2019

Nombre d'intercalaires supplémentaires :

0

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Une autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation de crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

NOTE / 20
15,25

Le développement durable fait désormais partie intégrante de notre vie sous de nombreuses formes - le tri des déchets, les plateformes d'échanges et de revente des biens d'occasion, les cours sur ce concept données aux jeunes élèves ou encore les projets mis en place dans les entreprises (notamment dans le cadre de la Responsabilité Sociale des Entreprises - RSE). La culture écologique et environnementale est de plus en plus intégrée dans les décisions et nos comportements, cependant ce n'est pas suffisant - la biodiversité est menacée.

Qu'est-ce que la biodiversité? Il s'agit de l'ensemble des milieux naturels et des formes de vie ainsi que les interactions qui forment ce monde vivant.

Il est donc possible de se demander pourquoi et comment protéger et préserver cette biodiversité.

Tout d'abord nous aborderons les enjeux de cette biodiversité et enfin quelles sont les problématiques autour de son financement.

I) Les enjeux de la biodiversité

La nature est une ressource sans limite qui est nécessaire de protéger.

A - La biodiversité = indispensable mais menacée...
La nature et la Terre nous offre non seulement des biens rares et indispensables comme l'eau ou l'oxygène mais également des services et des connaissances.
En effet, tous les éléments constituant la diversité biologique ont une fonction qui est nécessaire à notre

peuple suivie comme des sols fertiles, la création d'oxygène ou des systèmes naturels luttant contre les vagues ou les inondations.

En outre, il est possible de puiser dans cette nature toutes les idées nécessaires pour pouvoir mettre au point des innovations technologiques: l'observation et la compréhension des phénomènes naturels ont été et seront à l'origine de nombreuses évolutions.

Cependant, nous pouvons constater que cette biodiversité est en danger à cause des actions humaines:

- extinction d'espèces de manière massive
- dégradation et surexploitation de certains milieux comme les forêts ou les océans
- pollution
- réchauffement climatique.

B. ... qui il faut protéger

Il faut protéger au mieux de juger davantage la biodiversité. Si le nombre de traités ou de mesures a augmenté au cours de ces années, cela reste malgré tout difficile à mettre en œuvre. Les partisans de la protection de l'environnement s'efforcent tout d'abord à des freins politiques: certains traités comme la convention des nations unies sur la diversité biologique (CDB) et son protocole donnent certes des axes d'actions et d'encadrement de certaines activités mais ne rendent pas forcément obligatoire la transposition de ces règles dans le droit national. Il ne s'agit que d'un chef d'orchestre aux États. De plus, nous pouvons constater que certains politiques comme Sean Duffy qui ne considère les préoccupations environnementales que comme appartenant aux riches. Ensuite, il est difficile de lancer des projets environnementaux car ils sont très coûteux et n'offrent au point de vue des investisseurs, qu'un faible retour.

sur investissement à court terme.

Cependant, il est visible que les populations sont de plus en plus sensibles aux causes environnementales. De nombreux projets voient le jour, que leur champ d'application soit local (Seychelles, Irlande) ou national soit international (programme européen LIFE).

Les projets qui se développent sont, par ailleurs, principalement axés sur des partenariats : collectivités territoriales, et entreprises sont associées à la Cause des Dépôts Biodiversité par exemple.

II) Les problématiques de financement

Le financement est par ailleurs l'un des enjeux de la biodiversité en raison des coûts importants.

A) Coûts importants pour quels impacts?

Les projets de préservation de la diversité ont des coûts très élevés qui se chiffrent en milliards ou millions : 6,6 millions de dollars ont été investis aux Seychelles ou encore 125 millions d'euros sont allés à différents projets par la Banque européenne d'investissement par le biais du mécanisme de financement du capital naturel (NCFF).

Or il est difficile de quantifier l'impact de ces financements sur la biodiversité : peu d'indicateurs existent. Il faut dire que nous n'avons pas encore assez de recul.

B) Sous quelles formes peut intervenir le financement?

L'OCDE, à travers la CDB, a recensé six mécanismes de financement :

- la réforme fiscale environnementale
- le paiement des services écosystémiques
- la compensation des atteintes à la biodiversité

le marché des produits verts : orienter les entreprises vers le biologique, le local, etc.

La biodiversité peut bénéficier indirectement des ressources consacrées au changement climatique.

La biodiversité dans le financement du développement. Ces mécanismes ont pour objectif de créer des synergies entre économie et prise en compte de l'environnement, de taxer les entreprises polluantes et favoriser celles dites bioéthiques ou bioreposables.

Les acteurs du financement sont variés mais 75% des investissements à ce sujet sont publics. Mais les mentalités évoluent : les Français sont, par exemple, de plus en plus intéressés par les investissements responsables. On se souvient que 51% des demandeurs se voient proposer un tel investissement. C'est pourquoi, la finance devient durable avec des innovations comme les obligations vertes. De plus, de nombreux fonds fiduciaires commencent à rechercher de tels projets à financer. Ces derniers peuvent mobiliser un montant important de capitaux : en 2009, 518 millions ont été rassemblés par 55 fonds fiduciaires.

En conclusion, nous pouvons voir que la prise en compte des considérations environnementales augmente et ce, dans de nombreux domaines comme la finance ou la politique. Cependant, il faut faire attention : le greenwashing est un piège à éviter.

L'environnement doit donc être intégré dans tous les aspects de notre vie : transport, alimentation locale, comportements plus respectueux de l'environnement ou encore en vacances avec l'écotourisme.

NOTE DE PROPOSITION

L'environnement est au cœur des débats pour qu'il soit préservé. Or, ceci a un coût important qui il faut financer de manière publique ou privée.

Comment financer la préservation de la biodiversité en France ?

Tout d'abord, il existe des mécanismes de financement imposés et enfin des mécanismes basés sur le volontariat.

I) Les mécanismes fiscaux et incitatifs

Certaines taxes existent déjà pour préserver l'environnement la taxe carbone ou les quotas CO₂ par exemple. Il faudrait peut-être mettre en place une taxe directement liée à l'environnement dont l'assiette pourrait être basée sur le chiffre d'affaires afférent aux activités ultra-polluantes, notamment pour les grands groupes, mais cela pourrait impacter les consommateurs par une hausse des prix.

Taxer n'est pas forcément très efficace, il est possible d'attirer les entreprises par des crédits d'impôts, par exemple pour limiter leur empreinte écologique grâce à la recherche et de l'investissement.

Les collectivités territoriales et régions peuvent également se voir accorder des subventions supplémentaires si elles investissent dans des projets de préservation.

Mais les mécanismes de financement volontaire sont mieux appréciés.

II) Les mécanismes de financement volontaire

Les Français sont près de 63% à rechercher dans leur placement soit des impacts écologiques positifs soit négatifs.

limites : il serait bien de promouvoir les ISR et augmenter leur nombre. Ainsi tout le monde est gagnant : l'argent travaille et la planète est préservée ou au moins protégée.

Il existe très peu d'associations luttant contre les impacts anthropiques sur la planète ou tout du moins, elles ne sont pas très connues, hors WWF qui protège les animaux. Il serait nécessaire de leur donner une plus grande place médiatique, ce qui favoriserait les dons des entreprises (ou des particuliers).

Pour financer des projets de conservation régionaux sur le patrimoine naturel local, il est possible d'utiliser le crowdfunding. Il existe de nombreuses plateformes de financement participatif qui sont accessibles par le plus grand nombre sur internet. De plus, il est plus facile de donner pour préserver un paysage connu et local.

L'État a également un rôle à jouer dans cette préservation. Outre les réformes et règlements sur des zones protégées, il lui est possible d'émettre des délégations de services. Il lui est également possible d'investir dans des "fonds à impacts".

La nature est finalement ni un bien privé ni un bien public : c'est un bien collectif et commun. Tout le monde doit participer à sa sauvegarde que ce soit en finançant des projets, en organisant des projets ou en participant à des actions de sauvegarde : ce qu'il faut c'est donner du temps et des moyens.